



DES COQS À GENÈVE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE • L'engagement des pouvoirs politiques est indispensable pour favoriser la production et la consommation de produits locaux. Dans le cadre du festival «Mangeurs d'avenir», Reto Cadotsch, fondateur des Jardins de Cocagne, a tracé des pistes pour Genève.

RETO CADOTSCH*

Fêter les trente ans des Jardins de Cocagne dans ce lieu gorgé de culture qu'est l'Alhambra est tout simplement magnifique. Et organiser cette fête ici, en ville, est, de plus, hautement symbolique. Symbolique parce que l'idée de Cocagne a été concoctée en ville, il y a trente ans, dix ans après 68.

A l'époque, le leitmotiv, c'était l'autonomie. Dans une société échappant de plus en plus aux pouvoirs politiques pour le profit des grandes sociétés internationales, nous voulions garder un peu d'indépendance et de bon sens. Il s'agissait, dès lors, de mettre en pratique nos convictions politiques. Nous refusions de nous plier aux lois du marché. Nous avions marre de la productivisme, marre aussi d'entendre que, tous les dix ans, la moitié des paysans serait condamnée disparaître. Marre enfin de suivre un mouvement nous obligeant de produire toujours plus sans pouvoir réfléchir pour qui, ni pourquoi, ni comment.

Pour échapper à cette pression incroyable de société du marketing, nous voulions créer des liens directs entre ceux qui produisent les aliments et ceux qui les mangent, ouvrir les portes à la discussion et chercher ensemble des solutions aux problèmes tant des producteurs que des consommateurs. C'est grâce à cette relation entre la ville et la campagne, et plus particulièrement aux coopérateurs qui nous ont aidés à tous les niveaux de fonctionnement de notre exploitation – et qui, bien souvent, ont montré leur compréhension quand la productivité n'était pas au rendez-vous – que Cocagne a survécu.

Ce ne sont pas les consommateurs qui ont demandé de baisser le prix du lait

Ces dernières années, une vingtaine de projets du même type ont vu le jour partout en Suisse romande¹. Et tous ces projets ont des listes d'attente de personnes qui souhaiteraient y participer. Loin d'être des niches commerciales, ils sont l'expression d'un besoin fondamental des citoyens de trouver des liens avec leur alimentation. Ils sont la manifestation du sentiment de frustration provoqué par le fait de pousser chaque semaine le même chariot anonyme et de subir aveuglement les lois d'une industrie agroalimentaire qui ne recherche que la rentabilité.

Ces projets montrent aussi que lorsque les uns connaissent les problèmes des autres, l'entente entre consommateurs et producteurs n'est pas un exercice très difficile. Ils montrent enfin que, quoi qu'en disent les techniciens du marketing, les intérêts entre les deux parties ne sont pas si contradictoires.

Ainsi, ce ne sont pas les consommateurs qui ont demandé de baisser les prix du lait ou du blé payés aux producteurs. C'est un petit club de quelques industriels couverts

par des pouvoirs politiques à Berne. Que la Coop veuille redistribuer une partie de ses bénéfices aux consommateurs par une baisse de prix sur 600 articles paraît bien sympathique. Mais ça ne rend pas à l'Etat les taxes de douane perdues par une ouverture des frontières mortelle pour notre agriculture. Le procédé ne nous rend pas davantage le droit de décider d'où viennent ces produits, comment et dans quelles conditions ils ont été produits. De même qu'il ne donne toujours pas la possibilité aux producteurs d'obtenir des prix rémunérateurs qui garantiront la survie d'une production locale à long terme.

La nourriture est un secteur trop important pour laisser la politique d'approvisionnement de notre pays aux seules mains des spécialistes du marketing. Le marketing ne prend pas en compte la santé publique, ni la survie des paysans, et encore moins la relation entre la ville et la campagne. Seule compte la rentabilité.

La culture de la relation entre ceux qui sèment et ceux qui mangent, que nous défendons à Cocagne à l'échelle de nos petits moyens, devrait se développer au niveau de toute la société. Nous proposons que l'agriculture devienne l'affaire de tous.

Une loi ne fait pas le quotidien

C'est dans ce sens, il y a cinq ans, à l'occasion des vingt-cinq ans des Jardins de Cocagne, que nous avons pris l'initiative, aux côtés du syndicat Uniterre, de demander à l'Etat de Genève la création d'une table ronde réunissant les représentants des syndicats paysans, ouvriers, des groupements de consommateurs et des représentants de l'Etat. Robert Cramer (*conseiller d'Etat de tutelle de l'agriculture*

genevoise, ndlr) a accueilli positivement cette initiative et créé le groupe de travail «souveraineté alimentaire». Ce groupe a ensuite formulé les propositions pour la nouvelle loi sur l'agriculture, dans laquelle figurent quelques articles concernant la souveraineté alimentaire.

Il est certes très encourageant d'avoir une loi qui vise l'amélioration de notre souveraineté alimentaire à Genève. Mais une loi ne fait pas le quotidien. Si nous voulons vraiment améliorer la souveraineté alimentaire au bout du lac, il faut multiplier les initiatives concrètes comme, aujourd'hui, ce festival. Tous les élèves du canton devraient voir le film de Marie-Monique Robin sur Monsanto² et écouter le témoignage de la réalisatrice. Sans erreur de ma part, ouvrir les yeux aux jeunes pour qu'ils puissent prendre leur avenir en main, c'est le mandat de l'Instruction publique.

Il y a cinq ans, nous nous sommes adressés à l'Etat. Aujourd'hui nous sommes ici en ville. Espérons que, dans cinq ans, nous serons tous ensemble, avec la Ville et l'Etat, unis dans un même combat pour la souveraineté alimentaire. A cette occasion, je remercie le Département municipal des finances et du logement, et sa responsable Sandrine Salerno ici présente, d'avoir accordé le financement du premier moulin artisanal à Genève, que l'Association du moulin de Verpillères vient d'acquérir. Dans sa lettre, M^{me} Salerno a écrit: «L'objectif du projet, à savoir de donner la possibilité aux consommatrices et consommateurs genevois de s'approvisionner localement, notamment par la mise à disposition de céréales issues de l'agriculture biologique et transformées localement, rejoint pleinement les objectifs de mon département en matière d'encouragement à l'économie locale, dans sa dimension sociale et solidaire.»

L'engagement des pouvoirs politiques est indispensable

C'est nouveau et très encourageant de savoir que l'Exécutif de la Ville Genève – comme d'ailleurs d'autres communes genevoises – s'intéresse activement à la question de l'alimentation. L'engagement des pouvoirs politiques est indispensable pour améliorer notre souveraineté alimentaire. Si l'on croit les films que nous venons de voir durant le festival, cet engagement se justifie largement. Tout le secteur de l'alimentation doit sortir de l'emprise de l'industrie agroalimentaire et pharmaceutique. Il faut définir des nouveaux contrats. Ce vaste programme demande la participation de tous. Car l'enjeu est de taille.

Voici quelques propositions qui, portées par une volonté politique, pourraient aisément être appliquées. Comme, par exemple, la mise en place de facilitateurs. En effet, le nombre de personnes souhaitant participer à des expériences d'une agriculture contractuelle de proximité augmente de plus en plus. Mais si l'envie et la conviction ne manquent pas, le lancement de nouvelles initiatives est souvent difficile. Des animateurs spécialisés, capables d'étudier les propositions émanant de groupes de quartier et d'organiser leur mise en réseau avec des producteurs constitueraient un appui précieux. La rémunération de ces animateurs pourrait être prise en charge à 50% par la Ville et à 50% par l'Etat de Genève. Ils pourraient avoir un rôle très important dans la communication entre paysans et citoyens.

Une deuxième proposition concerne le lait. Événement largement médiatisé, l'industrie du lait a déclaré la guerre aux paysans. Elle veut absolu-

ment baisser le prix d'achat du lait aux producteurs, quitte à ne faire survivre que ceux qui acceptent de s'industrialiser davantage, et importer des produits laitiers des pays où le lait est moins cher. A la prochaine grève du lait, nous devrions tous soutenir les grévistes, voire organiser des distributions de lait dans les écoles pendant les jours de grève. Et, afin de montrer que nous tenons à nos producteurs de lait, la Ville pourrait installer dans certains quartiers des distributeurs automatiques de lait directement approvisionnés par un producteur. Il vaudrait également la peine d'étudier la possibilité de réinstaller une petite laiterie de quartier en ville en lui confiant un mandat éducatif tant auprès des enfants que des adultes...

Cesser de voir l'agriculture comme un frein à la construction

Entre autres idées, la Ville pourrait rechercher un grand local de transformation et de stockage de céréales. En un tel lieu, il serait possible de transformer régulièrement des quantités artisanales de céréales pour les amateurs de pain, de bircher, de boullhour ou autres semoules de blé, maïs, millet... Ce local servirait également de point de départ pour l'approvisionnement des points de vente, groupements d'achats et autres organismes intéressés. Ce qui aurait l'avantage d'accroître la visibilité de la transformation des céréales locales.

S'il reste encore passablement de terres cultivables dans notre canton, la pression exercée sur une partie d'entre elles est énorme. Or il faut cesser de voir l'agriculture comme l'ennemie de l'urbanisme et comme un frein à la

«La nourriture est un secteur trop important pour laisser la politique d'approvisionnement de notre pays aux seules mains des spécialistes du marketing.»
Manifestation coup de poing contre la baisse du prix du lait organisée par Uniterre, Estavayer-le-Lac, 3 décembre 2008. KEYSTONE



construction. Ayant pour mandat d'approvisionner la ville en aliments, elle est au contraire partie intégrante de l'aménagement du territoire. Il est donc urgent que la Ville participe au débat agricole et formule des attentes claires vis-à-vis de cette agriculture qui la nourrit. Sur les quelques lopins de terre agricole qu'elle possède, la Ville pourrait rendre prioritaires des projets qui renforcent les liens entre les habitants et les paysans et à même de favoriser l'accroissement du nombre de paysans à Genève. Dans un système d'une agriculture contractuelle, deux hectares suffisent à l'installation d'un nouveau producteur.

La dernière proposition concerne des poules. Il manque cruellement de poules à Genève. Or une poule, ça mange les déchets ménagers et ça pond des œufs. Pourquoi n'y a-t-il pas de poulaillers au bas des immeubles? Il faudrait étudier un système de volières avec cadenas qui protègent les poules des chiens et autres vandales, tout en restant accessible aux habitants du quartier. Genève pourrait être la première ville qui, au nom de sa souveraineté alimentaire, interdise que le chant des coqs soit interdit!

* Reto Cadotsch est jardinier. Nous avons restitué son discours, prononcé lors du Festival «Mangeurs d'avenir», à Genève. Du 9 au 11 janvier, trois jours de films et de débats sur le thème de la souveraineté alimentaire et la décroissance ont été programmés dans ce cadre. L'événement était organisé par la coopérative «Les Jardins de Cocagne» à l'occasion de son trentième anniversaire (lire *Le Courrier* des 9 et 13 janvier).

¹ La liste des projets d'agriculture contractuelle en Suisse romande figure sur le site d'Uniterre www.uniterre.ch/Liens/liens.html (ndlr).

² «Le Monde selon Monsanto», réal. M.-M. Robin, 2007. Ce documentaire retrace le déroulement d'une enquête qui met en cause la multinationale étatsunienne (ndlr).